

José Jeonie Cole Jeonie UN REFERENDUM QUI NE PROMET LA PAIX OU'AUX COLONIALISTES

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 1 065 - 29 octobre 1988 - prix : 8 F

contre le gouvernement des patrons, vive la coordination de toutes les luttes



Lors Current Abrevier de publication de la Récention - Communication de 595

# UN RÉFÉRENDUM

# QUI NE PROMET LA PAIX

# QU'AUX COLONIALISTES

La campagne pour le référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie est un concert de tartuffe-

ries de politiciens. Rocard se présente comme l'homme qui a ramené «la paix» en Nouvelle-Calédonie parce qu'il a fait signer un accord à Lafleur, chef de file des colonialistes caldoches, et au leader indépendantiste Tjibaou. Il nous convie aux urnes pour l'approuver et accomplir ainsi ce que la propagande officielle présente comme un «geste de fraternité», colliers de fleurs à l'appui. Mercredi 26 à l'Assemblée, il a tenté de dramatiser le débat en prenant pour cible le RPR qui, bien que son représentant néo-calédonien Lafleur soit un des signataires de l'accord, s'est prononcé pour la non-participation plutôt que de dire «oui» à Rocard.

Rocard cherche à faire croire, à l'électorat des partis de gauche notamment, qu'en votant «oui» à son référendum, il votera contre les méthodes dont le gouvernement Chirac, en particulier, s'est fait le promoteur en Nouvelle-Calédonie et qui ont conduit au massacre d'Ouvea il y a quelques mois; ou bien qu'il votera contre le racisme d'un Le Pen pour qui les Kanaks sont «à l'âge de pierre» et qui appelle à voter «non» pour défendre la «civilisation supérieure» que la France d'après lui représente là-bas.

\* \* \*

Mais les colliers de fleurs de la on ne peuvent suffire à cacher qu'entre la politique d'un Rocard et celle d'un Chirac en Nouvelle-Calédonie, il y a une parfaite conti-nuité. La présence française dans cette île des antipodes ne s'appuie pas sur des discours de paix et des sourires, mais sur la force brutale de militaires armés jusqu'aux dents. Ceux-ci étaient déjà là sous le précédent gouvernement socialiste et c'est sous ses ordres qu'ils ont assassiné le leader indépendantiste Machoro. Ils étaient encore là sous le gouvernement Chirac, qui a ordonné la tuerie d'Ouvea. Jusqu'à nouvel ordre, Rocard ne leur a pas demandé de partir, pas plus que Mitterrand, sous



la présidence de qui tout cela s'est

Le premier résultat de l'accord produit. Lafleur-Tjibaou, ce n'est pas «la paix», c'est le maintien de la présence fran-çaise en Nouvelle-Calédonie pour au moins dix ans encore. C'est d'ailleurs au nom des «intérêts de la France» que Rocard fait campagne, et c'est même au nom de De Gaulle qu'il

attaque le RPR! Le fait qu'un Tjibaou ait accepté, en échange de quelques promesses de subventions et postes de notables pour les régions kanakes, de mettre son nom au bas de l'accord n'y change rien. De même que la promesse de l'autodétermination dans dix ans, alors que rien ne garantit que les Caldoches ne pourront pas imposer leur volonté aux Kanaks, est pour ces derniers un marché de dupes.

Ce sont les gros colons caldoches dont Lafleur est le chef de file qui font la loi et qui possèdent l'essentiel des richesses en Nouvelle-Calédonie. L'accord leur garantit de rester en place pour au moins dix ans encore. Et la «garantie de la France» dont Rocard a des trémolos dans la voix, cela veut dire que les flics et les militaires français seront toujours prêts à intervenir pour imposer l'ordre colonial contre ceux qui le contesteraient.

Voilà tout ce que contient le référendum de Rocard, quoi qu'en pen-sent les quelques thuriféraires qu'il a raccolés pour sa campagne et qui se chargent d'expliquer, dans leurs meetings, que c'est une expérience unique de décolonisation qui se déroulerait, comme par miracle, dans la concorde entre exploiteurs et exploités et avec l'aide bienveillante de la puissance coloniale! C'est une opération politique de bas étage, déjà pratiquée cent fois par toutes les puissances coloniales qui voulaient prolonger leur domination.

Le vote à ce référendum n'est pas un vote pour la «paix et la concorde», mais pour les intérêts stratégiques de la bourgeoisie française qui veut gar. der un pied dans cette île des antipodes, et pour le profit d'une poignée de colons, largement alimentés par les caisses de l'Etat. Face à ces gens-là le seul «courage» du Parti Socialiste, ce courage dont Rocard se prévaut, a été de s'aplatir exactement comme ses confrères RPR qu'il fustige

aujourd'hui.

Et si demain, de nouveau, passant outre aux consignes conciliatrices de leur leader Tjibaou, des Kanaks se dressent contre l'oppression que leur imposent les colons caldoches, ils auront de nouveau face à eux les militaires français. La seule différence, c'est que Rocard ou son successeur invoqueront pour les envoyer une soi-disant volonté du peuple français exprimée par le référen-

Les travailleurs de France, eux, n'ont aucune solidarité à avoir, ni avec les colonialistes français de Nouvelle-Calédonie, ni avec les flics français qui les protègent, ni avec le soi-disant gouvernement socialiste qui les envoie, ni même avec les notables kanaks à la Tjibaou qui se prêtent à toute cette opération et que la propagande officielle utilise. Ils ne doivent être solidaires que des exploités de là-bas, c'est-à-dire des Kanaks. Et c'est pourquoi le 6 novembre ils n'ont pas à aller mettre dans l'urne un bulletin avec lequel Rocard, Mitterrand ou d'autres pourraient plus tard justifier les balles qu'ils tireront contre de nouvelles révoltes.

# CONTRE LE GOUVERNEMENT DES PATRONS

# VIVE LA COORDINATION DE TOUTES LES LUTTES

Michel Rocard, le Premier ministre, a déclaré lundi matin 24 octobre qu'il demandait aux salariés un délai de 18 mois avant toute augmentation réelle des salaires, parce qu'il ne pouvait pas faire plus que ce que lui permettait la hausse des prix...

Rocard n'a pas le même langage avec les patrons. La semaine dernière, il a fait voter au Parlement 10 milliards d'un coup de déductions d'impôts aux entreprises (les mêmes dix milliards qui auraient permis de satisfaire toutes les revendications des 175 000 infirmières, et au-delà!). Quelques jours auparavant, le gouvernement décidait qu'il paierait 40 milliards pour la seule mise au point du Rafale, cet avion de combat dont il prévoit ensuite de commander 250 exemplaires à Dassault, alors même que la Marine nationale n'en voulait pas, parce qu'inutilisable sur les porte-avions.

Là, personne n'a parlé du danger de relancer l'inflation et de faire déraper les prix...

Quand les salariés réclament 1500 ou 2000 F par mois, on ose nous dire que c'est exorbitant, et Mitterrand prétend qu'on ne peut pas réparer tout de suite des injustices qui se sont accumulées depuis des décennies!

Elle est bien bonne! Car pendant qu'on nous prêche la patience, les mêmes directeurs d'entreprises, qui ont bloqué nos salaires pendant six ans, n'attendent pas pour se sucrer et aggraver l'injustice sociale. La semaine dernière, la presse patronale a publié l'évolution des salaires des équipes de direction des entreprises : en six ans, les salaires des directeurs d'usine, directeurs du personnel, directeurs financiers ou commerciaux, ont augmenté en moyenne de 1500 à 5000 F mensuels par an! Pour ces gens-là, il n'a jamais été question d'un vague petit quelque chose dans 18 mois: c'est tout tout de suite, sans compter les avantages en nature!

Et tous ces directeurs d'entreprises sont comme ce monsieur Calvet, le PDG de Peugeot-PSA, qu'on a vu il y a quinze jours à la télévision et qui a refusé d'avouer son salaire aux téléspectateurs, de peur sans doute que les OS de l'automobile se mettent aussitôt en grève, comme les salariés de la télé l'ont fait quand ils ont appris le salaire de Christine Ockrent.

Histoire de voir et de comparer, demandons, dans chacune des entreprises où nous travaillons, combien gagnent le PDG et la flopée de directeurs en tous genres qui l'entourent, et de combien ils ont été augmentés ces dernières années. Si ces messieurs n'avouent rien, nous saurons au moins qu'ils ont beaucoup à cacher.

Sans compter que ce que gagnent les patrons sous forme de «salaire» n'est pas le plus gros ! La fortune d'une seule des 150 familles les plus riches de France, celle de M<sup>me</sup> Bettancourt, qui se monte à 10 milliards de francs, vaut plus à elle seule que ce que le Parlement vient de voter au titre du «Revenu Minimum d'Insertion» pour 570 000 foyers en détresse (9 milliards prévus au total !).

La propagande gouvernementale et patronale ne prend plus. Nous savons tous que nous ne pouvons plus attendre. Et il n'y a pas que les infirmières et les travailleurs de la Fonction publique qui sont mécontents de leurs salaires. Dans le privé aussi, des travailleurs ont commencé des grèves, ou en parlent. Bien sûr, on hésite encore. On se demande ici ou là quelles chances on a de gagner, pendant qu'ailleurs d'autres se sont déjà mis en grève, parce qu'il faut bien qu'il y en ait qui commencent...

Mais c'est le moment de se préparer à la grève, la vraie, en mettant la force de notre côté, c'est-àdire en faisant en sorte, dès qu'on entre en lutte, d'entraîner dans son sillage le plus de travailleurs possible, au-delà des clivages catégoriels, au-delà de l'isolement actuel des travailleurs de chaque usine. C'est le moment de se préparer pour que la base soit en mesure de diriger elle-même démocratiquement les mouvements dont elle prend l'initiative, en se donnant les moyens de s'adresser elle-même directement aux autres travailleurs, sans attendre que les vieux appareils syndicaux le fassent à sa place, avec bien moins d'efficacité et plus ou moins de bonne volonté.

Car l'heure est venue, partout, de faire reculer sérieusement les patrons comme le gouvernement.

(Editorial des Bulletins d'Entreprise du lundi 24 octobre)



# Fonctionnaires Gouvernement et syndicats vont discuter

# MAIS LES TRAVAILLEURS NE SE PAIERONT PAS DE MOTS

entendre aux syndicats de fonctionnaires qu'il y aurait pour eux du «grain à moudre». Rocard comme Durafour, le ministre de la Fonction publique, veulent engager des discussions et les amorcent en proposant un réajustement de ...0,5 % des salaires en moyenne, sous forme d'augmentation de deux points d'indice. Le tout - cela représente environ 40 F par mois et 540 F par an - pas avant le 1er janvier 1989. Défense du franc oblige, nous dit-on sans rire. Il serait cependant discuté de savoir si c'est avec effet rétroactif sur toute l'année 1988, ou seulement à partir de novembre. Alors...

Durafour annonce «l'ouverture d'ateliers de réflexion sur la modernisation de la Fonction publique», promettant par là aux amateurs de longues séances autour du tapis vert, bien du plaisir à discuter à perte de vue sur les grilles de salaire ou encore sur le statut de tel ou tel corps de la Fonction publique. Mais attention, a déclaré Rocard, je suis «responsable devant les fonctionnaires de ce que le salaire ne soit pas immédiatement mangé par l'inflation»;

Le gouvernement laisse et «il ne suffit pas d'un moment de tendre aux syndicats de de tension pour me faire channetionnaires qu'il y aurait ger de ligne», a-t-il ajouté.

Un moment de tension? non, sans doute; et les propositions du gouvernement aux fonctionnaires en sont la preuve. Mais un véritable mouvement de grève de toute la Fonction publique débordant sur le secteur privé?

Le mouvement des infirmières a réchauffé partout l'atmosphère et a rappelé à tous les travailleurs, et pas seulement à ceux de la Fonction publique, qu'il y en avait assez des bas salaires, assez du blocage qui dure depuis six ans. Le patronat et le gouvernement ont senti passer le vent du boulet, mais ils espèrent s'en tirer aujourd'hui, à la grâce de dieu et avec l'aide des syndicats, par quelques miettes distribuées en aumône.

Seulement, rien ne prouve que les travailleurs vont s'en contenter. Et rien ne dit qu'ils se cantonneront à quelques débrayages symboliques ou à ces journées d'action telles que les affectionnent les syndicats, qui pourraient aider à orchester l'opération. La preuve, c'est qu'en dépit des d'hommes proclamations politiques ou de journalistes sur un prétendu retour à «l'accalmie sociale», des grèves se poursuivaient, que ce soit dans le secteur public ou dans des entreprises du privé. La marée pourrait ne pas être encore endiguée, qu'il pourrait arriver une seconde vague de grèves. Et en tout cas les raisons du mécontentement, elles, elles demeurent.

Louis GUILBERT

# FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE • A ROUEN

Dimanche 30 octobre Salle des Fêtes de PETIT-COURONNE.

# Rigueur

# Budget ILS VOTENT, NOUS PAYONS

La première partie du budget qui a été adoptée à l'Assemblée nationale n'a, comme d'habitude, rien de populaire.

Quelques mesures vont profiter aux plus pauvres, comme l'allègement de la taxe d'habitation pour les ménages défavorisés, et la revalorisation de l'aide personnalisée au logement. D'autres à tous, comme la réduction de la TVA sur les abonnements d'électricité et de gaz de 18,6% à 5,5% (réduction qui ne réussira sans doute même pas à compenser, pour les consommateurs, les hausses décidées cet été).

Mais bien évidemment, en échange, il y a les cadeaux petits et gros pour les patrons et les riches.

Les «créateurs d'entreprises» bénéficieront d'une exonération totale de l'impôt sur les sociétés les deux premières années, de 75% la troisième, de 50% la quatrième et de 25% la cinquième. Il suffira alors à des patrons de fermer leur entreprise, donc de licencier du personnel, puis de la recréer sous un autre nom, pour échapper à l'impôt sur les sociétés. On peut parier qu'il ne manquera pas de petits malins, et même de très gros, pour profiter de cette possibilité!

Le taux d'imposition sur les bénéfices était de 42%. Dans le nouveau budget, il est ramené à 39% pour les bénéfices réinvestis et à 39% aussi pour les bénéfices... réinvestis en actions! On ne voit pas très bien comment la deuxième partie de cette mesure cadre avec le motif invoqué pour justifier cette réduction d'impôt, la nécessité de pousser les détenteurs de richesses à investir... on voit très bien par contre à qui elle profite! Ceux qui touchent les bénéfices des entreprises peuvent remercier l'organisation patronale, le CNPF, qui a réussi au dernier moment à la faire intégrer au texte du gouvernement sur le budget.

Dans la foulée, il a été aussi décidé que le taux supérieur de la taxe professionnelle serait baissé de 0,5% et que les patrons des entreprises de moins de 10 personnes pourraient prendre des apprentis sans verser de charges fiscales et sociales sur leurs salai-

Il y en a donc pour tous les

patrons, petits et grands.

Quant aux riches, les plus fortunés d'entre eux seront à nouveau assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes (qui n'a l'air de faire peur à personne); mais les assujettis à cet impôt bénéficieront d'un «crédit d'impôt» de 1000 F par personne à charge - ce qui annule, nous dit-on, l'ISF (l'Impôt de Solidarité sur les Grandes Fortunes) - pour un certain nombre d'entre eux. Il faut donc croire, au choix, soit que cet impôt ne représentait pas une bien grosse somme, soit que les détenteurs de grosses fortunes sont également détenteurs de nombreux

enfants...
Enfin, une dernière mesure a fait couler beaucoup d'encre : celle de la réduction de la taxe sur les produits de luxe de 33,3% à 28% pour que notre fiscalité soit en harmonie avec le reste de l'Europe, paraît-il. Ces produits de luxe sont en fait en partie des produits de consommation courante, mais ils comprennent aussi bien sûr la haute-couture, le caviar, les parfums, etc...

Normalement, le prix de ces produits de luxe devrait baisser et leur consommation augmenter. Or, il s'agit souvent de produits importés. Ces dernières semaines, le gouvernement avait pourtant fait campagne pour expliquer que si la balance commerciale était en mauvaise posture, c'était à cause de l'excès des importations des produits de consommation.

«Il y a de l'argent

qui rentre, mais

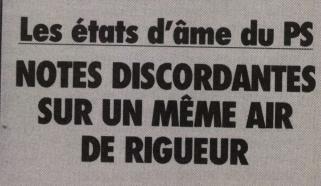
pas pour les tra-

vailleurs !»

Mais cette campagne servait d'argument pour expliquer aux travailleurs que le gouvernement ne pouvait pas céder à des revendications de salaires. Quand, au Parlement, il fait la cour aux centristes, le problème de la réduction de la consommation n'a plus l'air de le préoccuper!

Cette baisse de la TVA sur les produits de luxe constituera pour le budget (même compensée en partie pour le tabac, le loto et les marchandises pornographiques par des taxes spéciales), un manque à gagner de 1,79 milliard. A peu près ce que le gouvernement octroie aux infirmières !

Seulement, pour obtenir cette somme, les infirmières ont dû faire trois semaines de grève. Pour obtenir un «petit cadeau» de même valeur, les centristes, eux, n'ont eu besoin que d'une petite discussion!



«Le discours de la rigueur ne passe plus» déclarait, il y a une semaine, Michel Charzat lors d'une réunion du bureau exécutif du Parti Socialiste ; et, quelques jours plus tôt, Mauroy avait déclaré à Rocard : «Plus de temps à perdre, il faut lâcher du lest» (...) «N'oublie pas qu'il s'agit de notre électorat». Bref, on aurait pu croire qu'au sommet du Parti Socialiste, on s'émouvait de la rigueur rocardienne!

C'était il y a une semaine, quand le mouvement des infirmières battait son plein, que des mouvements de grève gagnaient dans les PTT et que le mécontentement s'étendait dans la fonction publique et d'autres secteurs. Kaspar, le secrétaire de la CFDT, avertissait le gouvernement qu'il prenait la «responsabilité d'un durcissement dans la fonction publique» tandis que Bergeron accusait le gouvernement d'être «responsable de la situation actuelle».

Alors, pendant que Rocard campait sur son refus de céder davantage en prétextant que tout laxisme en matière de salaire conduirait à une inflation dont les salariés seraient les premiers à pâtir, on a vu dans les sommets du Parti Socialiste des responsables se démarquer un peu de la politique gouvernementale. Il s'agissait de profiter de l'occasion pour régler quelques comptes et rivalités personnelles, mais surtout de ne pas avoir l'air de se désintéresser du sort des «adhérents» comme disait l'un d'eux, Bernard Roman, bras droit de Mauroy, ajoutant que cela risquait «d'avoir des conséquences sur la mobilisation de notre électorat».

Mais il aura suffi que le vent d'agitation sociale semble un peu se calmer pour que tout ce beau monde se contente de la promesse de négociations autour de quelques centaines de francs d'augmentation... annuelle, proposée par Rocard, pour que les grands mots sur la nécessaire fin de la rigueur disparaissent des discours de Mauroy qui, rappelons-le, fut le père du blocage des salaires en 1982 – comme de ceux d'Emmanuelli et Poperen.

Tous ces gens-là sont solidaires depuis des années de la politique anti-ouvrière des divers gouvernements socialistes. Ils se sentent, comme l'a dit tout dernièrement Poperen, «sur le même bateau» et ont «intérêt à ce qu'il vogue et arrive au port», quitte à se partager les rôles quand cela tangue... pour faire avaler l'austérité sans perdre de voix.

Henriette MAUTHEY



# LE BUDGET VOTÉ GRÂCE A L'ABSTENTION DES CENTRISTES ...ET DU PCF

Le 22 octobre, la première partie du budget de l'année 1989 consacrée aux recettes (les dépenses seront votées ensuite) a été adoptée par le Parlement. Les socialistes ont été les seuls à voter pour, mais ils ont eu quand même la majorité grâce à l'abstention des centristes de l'UDC et à celle du PCF.

Rappelons qu'à l'Assemblée nationale le PS ne dispose que d'une majorité relative et non pas absolue.

De toute façon le PS avait annoncé à l'avance son intention d'user du fameux article 49-3, dont les gouvernements précédents se sont déjà abondamment servis, pour faire passer le budget en question, si cela avait donné lieu à une bataille d'amendements.

Mais évidemment, les socialistes préféraient éviter une mesure contraignante, qui donne toujours l'impression de bafouer le Parlement.

Pour avoir un vote «régulier», les socialistes ont dû faire quelques concessions minimes, et d'ailleurs contradictoires, et aux centristes, et au PCF. Aux centristes qui le réclamaient, ils ont cédé la baisse de la TVA sur les produits de luxe ainsi que la baisse de la taxe professionnelle payée par les entreprises.

Au PCF, ils ont accordé une réduction de la taxe monde peut avoir un petit motif de justifier son abstention, bien que pour l'essentiel le budget reste celui qui était prévu.

Mais l'abstention des centristes et du PCF a évidemment ses raisons poli-

tiques et même politiciennes. Ainsi l'UDC, par ce vote, a marqué sa différence avec le reste de l'opposition, ce qui provoque d'ailleurs quelques mouved'habitation. Ainsi tout le , ments d'humeur au sein de la droite, qui somme les centristes de «choisir» leur camp.

> Quant au PCF, durant toute la phase préparatoire au vote du budget, il n'a cessé de dénoncer, par la voix de L'Humanité en par

ticulier, «l'austérité comme dogme», «les porte-voix de la richesse» et condamné le refus des amendements proposés par les députés du PCF. Sa prise de position semblait devoir tout naturellement conduire à un vote négatif. D'ailleurs les concessions faites par le PS aux centristes, qui avantagent encore patronat, accentuent du même coup le caractère anti-populaire du budget, ce que ne contrebalancera certainement pas l'abaissement de la taxe d'habita-

Le PCF a donc choisi de ne pas faire trop de peine au gouvernement Rocard. En même temps, il a refusé la proposition socialiste d'un accord national PS-PCF sur les municipales. La raison qu'en donne le PCF est qu'il ne veut pas être lié par une quelconque discipline qui pourrait jouer en faveur des centristes ralliés au PS, ceux qui ont accepté «l'ouverture».

tion.

Mais s'il n'y a pas d'accord national, cela ne veut pas dire, bien au contraire, qu'il n'y aura pas d'accords locaux, ville par ville. Et pour faciliter de tels accords, un petit geste du PCF lors du vote du budget, cela ne fait pas de mal.

Cela ne veut pas dire le que le PCF va s'abstenir sur tout le reste du budget. Il a déjà fait savoir que, sur certains postes, il voterait contre, car il ne peut pas décemment tout avaler.

> Mais le geste de bonne volonté du 22 octobre sera. espère-t-il, noté par le PS.

En définitive, pour le PCF, c'est comme pour les autres partis parlementaires : les principes ne pèsent pas lourd face à la tentation de quelques sièges supplémentaires, que ce soit à l'Assemblée ou dans les mairies.

André VICTOR

# PLUS D'EMPLOIS... OU PLUS DE PRÉCARITÉ?

Le ministère du Travail annonce un record de baisse du chômage. Le nombre de chômeurs aurait en effet enregistré au mois de septembre la baisse la plus importante en un mois depuis 1978. Elle serait de 2,1% par rapport au mois d'août, soit en chiffres absolus 53 600 chômeurs de moins. Voilà à quoi se résume ce prétendu record !

Ce qui n'est pas précisé, c'est qu'il s'agit d'un calcul en «données corrigées des variations saisonnières». Dans la réalité il y a eu, entre août et septembre de cette année, non pas une baisse mais une augmentation de 80 900 chômeurs. Mais, même en admettant que globalement la tendance soit au recul du chômage par rapport aux années précédentes, ce recul arrive bien tard et surtout reste extrêmement modeste. De surcroît, il est obtenu, ici comme dans les autres pays industrialisés, non pas tant par la reprise des investissements productifs et l'accroissement du nombre de vrais emplois, mais par le développement des formes d'emplois précaires, de toutes sortes de stages et autres «petits boulots».

Ainsi, le travail temporaire aurait augmenté de plus de 22% en un an et, même si les ANPE voient leurs listes de demandeurs d'emplois se raccourcir, c'est au prix de la multiplication des contrats type SIVP, TUC ou autres filières débouchant toujours sur des contrats à durée déterminée.

Les patrons ont tellement licencié ces dernières années qu'au-

jourd'hui les statisticiens du ministère du Travail peuvent annoncer avec satisfaction que le nombre de licenciements a baissé en un an de 8,1% et celui des licenciements économiques de 12,3%. Mais si les patrons licencient moins, c'est aussi parce qu'ils n'en ont plus besoin : il leur suffit maintenant de mettre un terme aux contrats temporaires. Et l'on a pu entendre des patrons se féliciter de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement car elle avait permis d'embaucher... en étant sûrs de pouvoir licencier ensuite! Et puis, il faut encore aujourd'hui, à un chômeur, attendre en moyenne 348 jours pour trouver un emploi, n'importe quel emploi!

Alors, dire que l'on assiste à une baisse du chômage relève de l'escroquerie. Mais si le gouvernement peut faire dire aux statistiques à peu près ce qu'il veut et ce qui l'arrange, il pourra difficilement le faire avaler aux 2600000 chômeurs qui savent, eux, dans quelle situation ils se trouvent.



# Les enfoirés



On fait grand bruit sur «l'amendement Coluche», par lequel l'Etat consent des réductions d'impôts aux donateurs des «Restos du cœur». Cela coûtera environ 100 millions à l'Etat. A comparer avec le programme Rafale, qui doit revenir aux alentours de 120 à 140 milliards. La générosité de l'Etat, c'est à peine un morceau d'un des avions.

L'Etat arrose à milliards les industriels qui font le Rafale, et lâche quelques millions pour les pauvres. C'est ce qui contribue d'ailleurs au maintien de la misère et des «Restos du cœur».

# Débrayages Air France à la réparation des avions

POUR LES 1500 F ET L'EMBAUCHE

Des mouvements ont eu lieu depuis les dernières journées d'action syndicales des 18 et 20 octobre, entraînant les travailleurs d'Air France dans les hangars et les ateliers d'entretien de Roissy, d'Orly et de Toulouse. Les revendications sont une augmentation de 1500 F par mois et davantage d'embauches. commune à Paris au ministère des Trans-

A Orly-Nord, c'est au cours d'heures d'information payées, le 18 octobre, prévues à l'origine pour préparer les élections de délégués que la CGT intervenait pour informer de son ralliement à la journée d'action des autres syndicats, celle du 20, et pour la préparer, invitant même les travailleurs à constituer des «coordinations».

Mais ce qui a fait monter la température dans ce centre, le plus important de la réparation des avions (5000 personnes à la Division du Matériel), c'est ce qui s'est passé à Roissy, où 1600 personnes travaillent à la

Division du matériel.

Les ouvriers qui réparent les Boeing 747 se sont mis en grève de 24 heures reconductibles le 18 octobre, également au cours d'une heure d'information syndicale CGT. Ils ont élu une coordination appuyée par les syndicats. Ils ont étendu la grève autour d'eux dans les hangars et les ateliers, entraînant la plus grande partie des ouvriers, mettant ainsi en grève près de la moitié du personnel de la Division du Matériel. Ils sont également allés voir les magasiniers du Fret à Roissy, et une délégation de la coordination est venue informer les travailleurs à Orly-Nord le vendredi 21, leur demandant de les rejoindre dans la grève et d'élire eux aussi des coordinations. Et ils ont proposé une manifestation

ports pour le lundi 24 octobre.

A Orly-Nord, cela a donné le moral à un certain nombre de travailleurs. Ils ont débrayé à 400 le lundi 24, et ceux-ci sont allés ensuite manifester. La manifestation a regroupé environ 600 personnes dont plus de la moitié venait d'Orly-Nord, où ce jour-là le débrayage, de fait, a duré toute la journée. Le mouvement s'est transformé les jours

qui ont suivi, en débrayages quotidiens. A Roissy, les 24 heures reconductibles se sont également transformées en débrayages quotidiens, tandis qu'on apprenait que des mouvements semblables se déroulaient à Toulouse, pour les mêmes revendications.

A Orly-Nord, la plupart de ceux qui débrayent veulent pour le moment se contenter de ces actions limitées. Les syndicats abondent dans leur sens, et pour se montrer «démocratiques» ont constitué une intersyndicale élargie, à laquelle les représentants de «coordinations» locales participent. Ce que certains baptisent «coordination centrale». Mercredi 26 octobre, la participation aux débrayages était plutôt en augmentation, et il n'est donc pas exclu que ces mouvements puissent déboucher sur une Correspondant LO vraie grève.

Valenciennes

## LES TRANSPORTS URBAINS **EN GREVE POUR 1500 F**

Depuis vendredi 21 octobre, les conducteurs mécaniciens et quelques employés de la SEMURVAL, société de transports urbains de la région de Valenciennes, sont en grève totale, et plus aucun autobus ne circule dans l'agglomération.

Depuis quelque temps, le mé- n'ont qu'une confiance limitée contentement s'était accentué, et c'est à l'occasion d'un débrayage de deux heures, lancé par la CGT le vendredi 21, que la grève de 24 heures a été votée, à mains levées, par la quasitotalité des deux cent cinquante conducteurs et mécaniciens. La grève est ainsi reconduite de jour en jour, chaque matin à huit heures, avec la même détermination, pour exiger 1500 F d'augmentation et l'amélioration des conditions de travail.

C'est sous la pression de la base que les responsables de la CGT ont fini par accepter ce mouvement.

Nombreux sont ceux qui

en eux, se souvenant comment ils avaient «su terminer une grève» en 1982. Mais pour le moment, la plupart des grévistes pensent que l'assemblée générale quotidienne suffit pour contrôler les responsables du syndicat.

En attendant, on ne reste pas les bras croisés, de nombreuses entreprises, des administrations, des entreprises du privé ont reçu notre visite en petits groupes; nous sommes toujours bien accueillis.

Quant aux négociations avec la direction de la SEMURVAL, elles sont au point mort. L'entreprise étant gérée et en partie

financée par un syndicat de soixante-trois communes, dont de nombreuses à majorité communiste, les présidents du syndicat intercommunal et de la SEMURVAL sont des responsables du Parti Communiste, et le secrétaire et plusieurs militants de la CGT en sont membres.

Mais les travailleurs de l'entreprise n'ont pas de raison d'accepter, au nom de la «bonne gestion de la SEMURVAL», des sacrifices sur leurs salaires, simplement parce que des responsables du Parti Communiste, qui se disent au service des travailleurs, mais mettent en œuvre eux-mêmes l'austérité imposée par les capitalistes et un gouvernement socialiste, veulent se montrer de «bons» gestionnai-

Correspondant LO

# JOURS DE GREVE ES PIT

Le petit vent de colère qui a soufflé dans la Fonction publique, et plus particulièrement dans les PTT ces dix derniers jours a donné quelques frissons au gouvernement. Rocard a commencé à découvrir qu'il faudrait peut-être se pencher sur les plus bas salaires de la Fonction publique. Tout en justifiant la politique d'austérité, il s'est senti obligé d'avoir quelques mots compatissants pour ces fonctionnaires qui «en subissent largement les conséquences».

Ce ne sont évidemment pas les «journées d'action» syndicales de la semaine dernière qui ont amené le gouvernement à changer un peu de ton, ni ému la presse ou la radio.

Mais ce qui a été nouveau et qui a causé une saine frousse au gouvernement, c'est que le calendrier syndical a été bousculé ; les lendemains des deux journées d'action des syndicats ont vu fleurir aux PTT des grèves non prévues au programme, surgir des grévistes qui s'organisaient eux-mêmes en élisant leurs coordinations et prenaient contact directement entre centres. L'exemple de la grève des infirmières n'y étant évidemment pas pour rien.

Ces grèves qui ont commencé au centre de tri de la gare de Lyon à Paris, le PLM, le week-end des 15-16 octobre ont touché le centre de tri de la gare Montparnasse, celui de la gare d'Austerlitz (les trois plus gros centres de tri à Paris), les tris d'Issy-les-Moulineaux et de Créteil en banlieue parisienne, et celui de Rouen. Le bureau de poste central du 8e arrondissement, l'un des beaux quartiers de Paris, a été bloqué pendant huit jours, suscitant d'autant plus d'émoi dans la presse et la radio que ce bureau dessert Europe 1, RMC, TRL, RTL, la «5» et le journal économique Les Echos... sans parler du ministère de l'Intérieur et de nombreuses ambassades. La grève a touché aussi, du vendredi 21 au lundi 24, le centre de tri de Pontoise, une partie du personnel de Paris RP (la poste du Louvre, poste centrale de Paris), et lundi les bureaux centraux des 10° et 16° arrondissements, ainsi que Nanterre et Boulogne.

Parallèlement à ce mouvement, qui s'est répandu à partir de la grève déclenchée au PLM, et où l'on a vu fleurir des coordinations et se réunir une coordination des centres en grève, le centre de tri de Lille faisait une grève d'une heure par jour qui perturbait fortement le trafic dans la région. Et mardi 25, c'étaient les garages de camions postaux de Paris qui faisaient grève pour des revendications locales à l'appel des syndicats ; ce qui n'empêchait pas certains chauffeurs de profiter de la délégation à la direction pour crier, par-delà les consignes syndicales, «et nos 1500 F». O. B.

# UN PREMIER PAS VERS UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DES POSTIERS ?

La vague des grèves est restée limitée à l'échelle des PTT, puisqu'elle n'a affecté que quelques centres, essentiellement en région parisienne; dans la plupart des tiellement en région parisienne; dans la plupart des tiellement en région parisienne; dans la plupart des tiellement en région parisienne; A Paris 8 par centres touchés, la grève était minoritaire. A Paris 8 par cemple les grévistes étaient une petite centaine sur un exemple les grévistes étaient une petite centaine sur un exemple qui compte un peu moins d'un millier de postiers; bureau qui compte un peu moins d'un millier de postiers; de grève, 90 sur un centre de 800 personnes, surtout des de grève, 90 sur un centre de 800 personnes, surtout des préposés du transbordement qui chargent et déchargent trains et camions.

Mais ces grévistes-là exprimaient de fait le mécontentement grandissant de l'ensemble des postiers. Un mécontentement que l'on avait déjà vu exploser fin septembre début octobre dans une série de grèves dans divers bureaux de poste de Paris.

Quinze jours plus tôt, une série de grèves sur des revendications locales avaient lieu dans plusieurs bureaux de poste. Les syndicats avaient volontairement morcelé le mouvement, et voyaient d'un mauvais œil les grévistes de Paris RP et de Paris 18 se retrouver, ou aller ensemble rendre visite à Paris 5.

Le mouvement de grève de ces dix derniers jours, lui, est parti directement sur les salaires pour 1500 F pour tous. Les premiers grévistes, ceux du PLM, qui le lundi 17 représentaient près de la moitié des effectifs de chaque brigade, élisaient dès ce moment leur coordination. Ils avaient clairement en tête que, pour obtenir les 1500 F de plus par mois, il fallait tenter d'étendre le mouvement aux autres centres et bureaux, essayer d'aller vers une grève générale des

PTT. Le mardi 18, journée d'action de la CGT, des postiers de plusieurs centres venaient rejoindre, dans le cortège, ceux du PLM qui défilaient derrière la banderole de leur coordination. D'autre part, les grévistes du transbordement du tri Montparnasse, partis le lundi après-midi à l'appel de la CGT, revotaient la grève reconductible le mercredi 19 et élisaient eux aussi leur coordination, se donnant pour premier objectif d'essayer de convaincre les autres services de Montparnasse; ils prenaient aussi contact avec la coordination du PLM et allaient s'adresser à d'autres centres. Au centre d'Issy-les-Moulineaux, c'est une majorité du personnel qui avait décidé de se mettre en grève reconductible à partir du 20 octobre. Là aussi les postiers

avaient élu leur coordination, et avaient l'idée d'aller porter la contagion dans les autres centres et bureaux de poste de la banlieue sud-ouest.

A la manifestation syndicale du jeudi 20, 800 postiers de divers centres ont défilé ensemble, indépendamment des cortèges PTT des divers syndicats (chaque centrale avait son propre cortège PTT), derrière les banderoles des coordinations du PLM, de Montparnasse, d'Issy-les-Moulineaux, des banderoles de grévistes d'Austerlitz, des CCP, de Paris RP, de Paris 18, d'Asnières...

Le lendemain 21, dans certains centres, au tri Austerlitz, à Paris RP, une partie du personnel votait la reconduction de la grève et élisait une coordination. Au tri de Créteil, la grève reconductible avait été votée déjà, à partir

du 20 à la majorité dans chaque brigade et continuait donc aussi. 180 postiers de divers centres se retrouvaient le soir au PLM pour une réunion de «coordination des centres en grève» qui décidait entre autres d'appeler les postiers à manifester le samedi avec les infirmières.

250 postiers étaient samedi 23 octobre à la manifestation des infirmières, derrière la banderole de la coordination des PTT, et 120 d'entre eux se retrouvaient au PLM ensuite pour une nouvelle réunion de coordination qui décidait d'appeler à la grève le lundi et de se réunir le soir pour faire le point.

La grève a donc touché d'autres bureaux lundi 25 octobre : Paris 10, Paris 16, Nanterre, Boulogne. Partout la situation était un peu semblable: une minorité de 50, 80, 100 postiers s'était mise en grève, ce qui est non négligeable. Mais ils ne se sentaient pas encore la possibilité de convaincre la majorité de leurs camarades d'entrer en lutte tout de suite. Et le travail a donc repris dans ces divers centres les jours suivants. Issy-les-Moulineaux était partiellement en grève le jeudi 27 octobre.

Mais ceux qui ont participé à ce mouvement de grève ne sont ni démoralisés ni déçus. Ils avaient fait en quelque sorte un pari, consciemment. Pour faire céder le gouvernement sur les salaires, ils savaient qu'une lutte d'ensemble est nécessaire. Ils ne voulaient pas une grève à quelques-uns ni dans quelques centres seulement sur des revendications locales. Ils voulaient convaincre les autres de s'y mettre aussi; tant que les infirmières étaient elles aussi en grève, la situation était particulièrement favorable pour faire céder le gouvernement.

Ils n'ont pas réussi, mais ils ont marqué des points : ils ont propagé dans tous les centres l'idée d'une lutte d'ensemble, d'une grève générale des PTT sur les salaires, et d'une lutte dans laquelle il faut que les grévistes s'organisent euxmêmes. Ils ont, à un petit nombre pourtant, réussi à se faire craindre du gouvernement, qui a commencé à parler de faire un geste pour les fonctionnaires. Alors le jour où les postiers se retrouveront en lutte tous ensemble viendra peut-être bien plus vite que le gouvernement ne le pense, tant le mécontentement sur les salaires grandit.

Olivier BELIN

# our un lecteur de la presse quotidienne, apparemment tout semble fini. Lors de leur coordination du dimanche 23 octobre, les infirmières ont suspendu leur grève reconductible, les syndicats (CFDT, CFTC et FO) ont signé un protocole d'accord avec le ministre Evin, tout rentre peu à peu dans l'ordre dans les hôpitaux, où les matelas des «sortants» ont réintégré les étages.

Et pourtant, il y a encore presque partout, dans les halls, des tables de piquets de grève, ou de surveillance, des banderoles, beaucoup de discussions, et des interventions régulières de grévistes organisées auprès des directions locales. Et surtout, tout le monde conteste la nouvelle grille... et prépare la manifestation nationale prévue pour le 3 novembre.

Le mouvement n'est pas fini. Si dans la plupart des hôpitaux, les infirmières ont, bon gré mal gré, repris le travail, dans d'autres établissements la grève continue. La Coordination des personnels de santé, pour sa part, a reconduit la grève, et les assemblées générales la revotent chaque jour dans certains hôpitaux. La CGT, qui n'a pas signé le protocole d'accord, est favorable à la lutte. Chez les surveillantes, il y a aussi une certaine rébellion, ce sont les plus mal servies par la nouvelle grille. Les directrices et monitrices d'écoles d'infirmières ne se satisfont pas de l'annulation de l'arrêté Barzach, elles veulent une autre définition de la profession. Et puis, un peu partout on entend le même leitmotiv : «J'attendais un mouvement comme celui-là depuis des années, on ne lâchera pas tant qu'on n'aura pas obtenu satisfaction, car ce sera maintenant ou jamais».

En fait, la mobilisation des infirmières reste forte, et le mécontentement profond. Le gouvernement qui joue sur le pourrissement du mouvement, sa division, sa cassure hypothétique entre les politiques et les autres, cherche à enliser les négociateurs dans un marathon de rencontres où les coordinations seront consultées, mais où seuls les syndicats négocieront. C'est méconnaître le sentiment de la base. Les infirmières se mettent rarement en grève, l'explosion actuelle révèle l'ampleur et la profondeur de leur mécontentement. Mais le corporatisme des infir-

# LE MOUVEMENT DES À LA RECHERCHE D'UN

mières en marque aussi les limites.

La politique d'économie et de rentabilité engagée depuis des années, a été l'accélérateur du mouvement. Le manque d'effectifs, de moyens, la pression sur les salaires, la surcharge de travail, pèsent sur toutes les catégories du personnel hospitalier. Le mouvement actuel, en englobant tous les personnels de santé, pourrait multiplier par deux ou par trois l'impact de la grève et transformer radicalement le rapport de forces entre les travailleurs de la santé et les pouvoirs publics.

Mais les infirmières, la plupart des infirmières, ne veulent pas lier leur lutte à celle des autres catégories. Elles restent indifférentes dans le meilleur des cas, hostiles dans le pire, à la mobilisation de tous ceux, aidessoignantes, agents hospitaliers, médico-techniques, etc., qui assurent pourtant la continuité du travail à l'hôpital. Quant à l'encadrement hospitalier, (directeurs d'établissement, surveillantes, etc.), s'il a favorisé la grève des infirmières, il est le plus souvent résolument hostile à une grève des autres catégories, qui doivent s'imposer pied à pied.

Et pourtant, le second souffle du mouvement des infirmières pourrait s'alimenter de l'ardeur et de la détermination des autres catégories de personnel, qui sont loin d'avoir épuisé toutes leurs possibilités de lutte.

De ce point de vue, la manifestation nationale du 3 novembre annoncée par la Coordination des infirmières, si elle est unitaire à l'ensemble de la profession, peut être un nouveau point de départ. Si elle consacre la division catégorielle du mouvement, elle risque au contraire d'en révéler spectaculairement les faiblesses et les limites.



# DES AUGMENTATIONS BIEN DÉCOUPÉES

न दिवार देश प्रकार के विकास है। विकास के विकास के अधिक के विकास के विकास के विकास के विकास के विकास के विकास क

La nouvelle grille des salaires des infirmières, après les dernières concessions gouvernementales, est arrivée dans les hôpitaux. Autant d'échelons, autant d'augmentations différentes, évidemment.

Ainsi, une infirmière actuellement au 2° échelon aura, dans le 1° grade une augmentation de 472 F, et au 3° et au 8°, autour de 800 F; au 4°, au 6° et au 10°, de 500 à 600 F; au 12° de 300 F.

Pour couronner le tout, certains échelons actuels correspondent à deux échelons nouveaux... et donc à deux augmentations différentes. Ainsi, une infirmière actuellement au 11°

échelon verra son salaire augmenter de 99 F (!) ou de 534,66 F selon qu'elle a plus ou moins de deux ans d'ancienneté. Même chose au 7<sup>e</sup> échelon, où l'augmentation variera de 351,23 F à 1 084,97 F.

Tout confondu, on arrive à une augmentation moyenne qui pourrait être d'un peu plus de 600 F, dont Evin se vantait. Mais comme on touche «son salaire» et pas le salaire «moyen», chacune aura «son» augmentation et non pas l'augmentation «moyenne» et certaines font la grimace. Et, en tout cas, on est loin du rattrapage de 2 000 F pour tous!

#### Au ministère de la Santé, Atlan tique

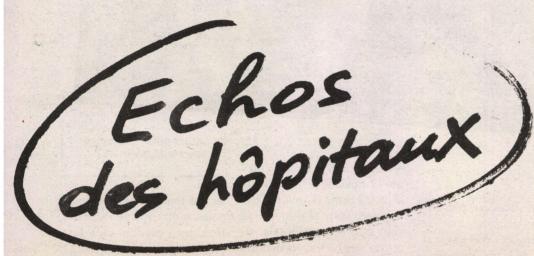
Plutôt énervé, M. Atlan, par le rassemblement de la Coordination nationale du personnel de santé qui faisait du bruit sous ses fenêtres, lorsqu'il a reçu une délégation de cette coordination mercredi 26 octobre.

Lui venait pour dire que le gouvernement n'avait rien à proposer qu'un calendrier de négociations catégorie par catégorie avec les syndicats. Et les manifestants lui criaient qu'ils voulaient les 2 000 F et l'embauche pour tout le monde et tout de suite.

Mais quand un membre de la délégation est sorti pour aller faire un compte-rendu aux manifestants, l'irritation de ce monsieur n'a plus connu de bornes : la prochaine fois, il ne recevrait plus nécessairement la délégation !

Franchement, pour ce qu'il avait à dire.

# INFIRMIERES SECOND SOUFFLE





#### • Pitié-Salpêtrière

Lundi 24, en assemblée générale, la Coordination infirmière de la Pitié-Salpétrière a voté la suspension de la grève et proposé une «grève du zèle» et la préparation de la manifestation du jeudi 27.

La Coordination du personnel de santé a voté la continuation de la grève et, mardi 26, l'assemblée générale de cette coordination a été rejointe par une partie des AS-ASH (aides-soignantes et agents des services hospitaliers) qui jusque-là se réunissaient dans un autre hall. C'est une assemblée plus nombreuse et plus dynamique qui a revoté la grève et préparé le rassemblement du 26 devant le ministère de la Santé, en passant à plusieurs dans les services.

Dès lundi matin, le service de la salubrité a enlevé les matelas des loges et remonté les lits du hall Gaston-Cordier dans les services. Mais les banderoles restent bien accrochées à l'extérieur et des AG se tiennent chaque jour.

#### Beaujon

C'est à une quarantaine, entraînant enfants et maris. que les infirmières de Beaujon parties manifester samedi 22. Le fait de se retrouver nombreux, place de la République, avec la population à leurs côtés, a donné du ressort pour le week-end...

Lundi matin, ce fut la consternation pour une partie d'entre elles d'apprendre par les médias l'arrêt de la grève

reconductible. Mais, dans la plupart des services, se posait problème des congés annuels, dans la semaine à venir. Comment tenir la grève alors que l'on sera une infirmière par salle? C'est pourquoi à l'assemblée générale des grévistes, la grève fut votée seulement pour le jeudi 27 et le jeudi 3 novembre. Mais les autres jours, les infirmières continuent à se réunir, à discuter dans les services : il y a encore des tas de choses à débattre et à organiser...

Par contre, la grève a été reconduite lundi 24 octobre par les assemblées générales de la Coordination du personnel de santé, qui continuent à rassembler autant de participants. Le bureau des Frais de séjour s'est mis en grève et des aides-soignantes sont descendues à l'assemblée, plus nombreuses que d'ordinaire.

Certains secteurs sont fatigués de la grève et préfèreraient à présent des journées nationales, à condition qu'elles soient unitaires. Mais tout le monde s'est retrouvé dans le bureau du directeur pour lui réclamer à nouveau, et sur un ton moins courtois, le paiement des jours de grève.

#### Saint-Antoine

#### KRASUCKI **EN VISITE...**

Mardi 25 octobre, à Saint-Antoine, nous avons eu la visite d'Henri Krasucki.

Lorsqu'il est arrivé au piquet de grève, de nombreux grévistes portant des badges de la Coordination nationale du personnel de santé l'ont donc accueilli. L'un d'eux a pris la parole pour le remercier de venir soutenir le per-

sonnel en grève regroupé... dans la coordination!

Une gréviste lui a tout de même posé une question: «Pourquoi, alors que la CGT dit nous soutenir, un groupe de militants CGT ont-ils essayé de barrer la route à la manifestation de la coordination qui se rendait au ministère de la Santé vendredi der-

Krasucki, pas au courant, ne savait que répondre... Le responsable de l'Union des syndicats de l'Assistance publique, lui, répondit que c'était un «malentendu regrettable». Cela n'a convaincu personne.

#### Robert Debré

Lundi matin, 24 octobre, les infirmières sont retournées dans leurs services. Elles avaient entendu à la télévision, la veille, que la grève n'était pas reconduite : alors, elles ont repris leurs seringues. «Il n'empêche, nous continuerons les actions», dit une infirmière militante de la Coordination infirmière, sans savoir encore quelle action.

Les assemblées générales de la Coordination du personnel de santé rassemblent toujours une soixantaine de personnes. Le mardi 25 octobre, il y a même eu deux AG. L'hôpital n'est pas paralysé, loin de là. Mais des initiatives ont été prises. Le personnel ouvrier est en grève et essaie d'arrêter la pointeuse «Giotto» et les ascenseurs de la direction.

On a voté, à la quasiunanimité (moins quelques abstentions) la participation au rassemblement de mercredi 26 devant le ministère de la Santé et confectionné, pour l'occasion, une très grande banderole. Des grévistes viendront avec leurs instruments de musique.

#### Saint-Louis

A Saint-Louis, la grève avait démarré chez les infirmières et gagné ensuite les autres catégories : AS, ASH, personnel de ménage, secrétaires médicales, personnel ouvrier. Toutes les coordinations sont représentées et chacune tenait sa table dans le hall, où les grévistes par catégories venaient pointer tous les jours.

Lundi 24, les infirmières reprenaient en majorité le travail, même si le mécontentement restait grand. Les autres catégories, elles, continuaient la grève de 24 heures reconductible.

Mardi 25 et mercredi 26, la grève continuait toujours et se renforçait même. Le directeur adjoint a même essayé mercredi de faire pression sur le personnel de ménage en menaçant de faire appel à une équipe privée qui viendrait nettoyer le hall à 3 heures du matin. Apparemment, il n'a pas entendu parler du droit de grève...

#### Le personnel de ménage de l'hôpital veut sa titularisation

A Saint-Louis, nous sommes une cinquantaine à faire l'essentiel des tâches de ménage. Nous avons été embauchés lors de l'ouverture de l'hôpital en

Au moment de l'embauche, la direction nous avait même fait passer un test en nous expliquant qu'ainsi il n'y aurait pas besoin d'en repasser un autre pour devenir agent.

Mais au bout de deux ans. aucune titularisation! Au lieu de cela, nous avons eu droit chaque année au chantage et aux menaces de nous remplacer par une société privée.

Nous sommes à la fin 1988, toujours non-titulaires, et pour 4 300 F net nous travaillons de 7 h à 15 h 30, y compris un samedi sur deux. C'est ce qui explique que le personnel de ménage de Saint-Louis ait participé nombreux à la grève et aux manifestations, avec sa propre banderole!

के राज्यकारी कार्यकार होते । विवाद स्तान कार्यकार विवाद है

## À LILLE

le 25 octobre

Krasucki en visite à l'hôpital Saint-Antoine

Mercredi 26 octobre, quatre-vingts personnes ont manifesté à la DDASS pour déposer les revendications du personnel hospitalier de la Coordination du personnel de santé. Ils sont allés aussi à la mairie de Lille tenter de rencontrer le président de la

commission administrative du CHR, qui est Pierre Mauroy, mais ils n'ont été reçus que par un secrétaire adjoint. Ils ont déposé aussi leurs revendications. Entre les deux, bien entendu, il y avait des manifestations dans les rues de Lille.

## À BORDEAUX

Jeudi 20, à Bordeaux, alors que localement comme nationalement les infirmières n'avaient pris aucune initiative de la semaine, la Coordination du personnel de la santé publique et privée a appelé tous les hospitaliers à manifester à l'occasion de la journée d'action organisée par les syndicats dans la Fonction publique. Les syndicats appelaient tous à des endroits différents et nous nous sommes finalement retrouvés à 200 ou 300 sous nos banderoles dans le cortège de la CGT.

A la fin de la manifestation, un militant de la Coordination du personnel de santé s'est adressé du haut d'une voiture-sono à tous les manifestants. Les organisateurs de la manifestation CGT, qui avaient essayé de couvrir sa voix en faisant scander des slogans, y ont renoncé lorsqu'ils ont vu que beaucoup de manifestants écoutaient attentivement. Après avoir affirmé la solidarité du personnel de santé à l'égard de

tous les travailleurs qui manifestaient leur mécontentement à propos des salaires et de l'emploi, le représentant de la coordination a expliqué pourquoi la lutte et la revendication pour les deux mille francs, comment avait été organisée la coordination, et il a conclu en souhaitant que la grève des hospitaliers soit contagieuse, sur quoi il a été très applaudi.

Lundi 25, lorsque les infirmières à la suite de l'ordre de reprise de leur coordination, ont repris le travail, nous n'étions plus qu'une vingtaine à faire grève. Nous avons tout de même reconduit la grève le mardi et profité de cette dernière journée de liberté pour préparer le meeting prévu le mercredi.

Ainsi, c'est à une vingtaine que nous sommes allés discuter avec les salariés d'entreprises voisines comme par exemple Thomson ou l'Alsacienne, où partout l'accueil a été très chaleureux et les discussions nombreuses.

# Travailleurs en lutte

es actions programmées par e Syndicat National de Enseignement Secondaire (SNES) :

# LES DYSLEXIQUES DE L'ACTION REVENDICATIVE

Ces deux dernières semaines, le nécontentement s'est exprimé aussi hez les enseignants. Dans pas mal 'établissements scolaires, LEP et coleges surtout, mais aussi écoles ommunales ou lycées, des assemblées énérales ont eu lieu, souvent à l'initiave de militants politiques communises ou d'extrême-gauche, mais qui ont assemblé facilement un tiers, un quart e tout le personnel de l'établissement. ela déjà n'est pas si ordinaire. Mais ce ui est nouveau, aussi, c'est que la uasi-unanimité s'est faite vite et natuellement sur la nécessité de mettre en vant une revendication d'augmentaon de salaires générale, de 2 000 ancs par mois au moins. La multitude es problèmes liés aux conditions de ravail a été abordée aussi, mais dans un euxième temps.

on nation ys, osent s travaille re qu'ils al payés. t ceux des ints politiues et syndicaux, du Parti ommuniste ou du Parti Soaliste, qui pendant quelques nnées après 1981 s'étaient nployés avec un relatif sucs à convaincre les profeseurs et les instituteurs que le ouvernement (PS-PC, puis S seul) était leur ami, qu'il isait le maximum pour eux qu'il ne pouvait pas, tout de lite, augmenter les salaires u bien ne le font plus parce u'ils ont changé de politique est le cas des militants du

Communiste, voire

'une partie des social-

émocratisants de gauche),

u bien n'insistent plus trop

arce qu'ils ne sont plus très

onvaincants.

Il est évident qu'aujour-

hui, les sala is de l'Educa-

Ces retournements ou adaptations venus des militants de la gauche réformiste contribuent à changer un peu le climat. Le mécontentement est aujourd'hui encouragé à s'exprimer.

Cela dit, jusqu'à nouvel ordre, il y a chez les enseignants au moins autant d'hésitations à démarrer une grève, une vraie grève générale de toute l'Education nationale, reconductible, qu'il y en a dans le reste de la classe ouvrière. L'idée, si elle fait son chemin, n'en est encore qu'au tout début... Et avant d'en arriver là, il pourrait et devrait y avoir des étapes, où les salariés combatifs de l'Education nationale se manifestent, se comptent, mesurent leur force et encouragent les autres à les suivre. Il y a moins de deux ans, les instituteurs avaient su inquiéter un peu

leurs patrons du ministère en se retrouvant à 50 000 dans la rue, à l'appel d'une coordination, pour une manifestation nationale qui avait été bien plus largement suivie que la grève qui alors n'avait pas vraiment démarré. Bien sûr, sans la grève et la vraie grève, il est bien peu probable que le ministère cède. Mais il faut trouver les moyens aussi de la préparer.

Et c'est sans doute parce que les divers syndicats de la FEN sentent qu'il y a de l'insatisfaction dans l'air (encouragée, il est vrai, par certains militants) que le SNES, la branche de la FEN qui organise des professeurs de lycées et collèges (SNES dont la majorité et la direction sont formées de militants du PC), vient de décider plusieurs semaines d'action qui devraient confluer vers une journée nationale de manifestation pour le mercredi 30 novembre à Paris.

Mais attention! En rangs par deux, pas tous le même jour, et dans la discipline! Ou plus exactement, selon les disciplines! Car ce ne sera pas pareil pour tous, les professeurs de français ne seront pas mécontents le même jour que les professeurs de mathématiques! Les profs de musique, pas le même jour que les profs de langues!

Les dirigeants du SNES parlent de grèves tournantes, savamment non-coordonnées, selon un calendrier méticuleusement établi pour que personne ne se retrouve en grève en même temps! Même pour un jour, surtout pas en même temps!

au 12 novembre, tel jour, ce sont les profs de maths, histoire-géo, arts plastiques qui sont appelés à débrayer, tel autre jour les conseillers d'éducation. Dans la semaine du 14 au 19, tel jour, ce sont les profs de philo et langues vivantes, et tel autre les documentalistes, tel autre encore les profs de gym... Dans les deux semaines du mois de novembre, une autre pagaille est encore programmée, dont nous n'avons pas

Ainsi, dans la semaine du 7

Est-ce que les profs vont marcher dans un tel programme d'action? Le SNES fait-il cadeau de l'agenda qui va avec? Les dirigeants du SNES vont expliquer qu'en perdant juste un petit peu d'argent, en faisant juste un petit peu grève, les enseignants pourraient gêner beaucoup le gouvernement... Ils montrent surtout qu'eux n'ont guère envie de l'inquié-

envie de livrer les secrets!

ter du tout. Ils veulent juste pouvoir dire, quand ils seront reçus pour négocier avec Jospin - le fin du fin pour eux ! qu'ils ont des «troupes»... La preuve : ils les ont fait marcher...

teurs le 27 janvier 1987.

Mais qu'ils ne s'étonnent pas si, un jour ou l'autre, des dizaines de milliers de salariés de l'Education nationale, qui en auraient «ras-le-bol» des clivages au sein de la FEN, comme entre la FEN et les boutiques rivales, ras-le-bol des SNI, SNES, SNESUP, SNET, SGEN et autres SNIFFFGLUPP, et ras-le-bol des actions timorées et volontairement divisées, émiettées, désorganisées, se retrouvent tous ensemble, derrière une vraie coordination de leur lutte commune, pour une vraie grève générale de toute l'Education nationale.

Michèle VERDIER



# Dans les CFPA LES STAGIAIRES CONTRE LA DIMINUTION DES SALAIRES

La Coordination nationale des comités de défense des stagiaires des Centres de Formation Professionnelle des Adultes (CFPA) avait appelé les stagiaires à participer à une journée de grèves et de manifestations le jeudi 20 octobre.

Il s'agissait de protester contre un décret d'avril 1988 appliqué depuis juillet aux nouveaux stagiaires. Ce décret a pour conséquence la réduction de la rémunération de beaucoup d'entre eux qui est maintenant de 3 200 F au lieu de 4 225 F précédemment! Cette journée de protestation a été un succès dans de nombreuses villes: 180 stagiaires manifestaient à Toulouse, 170 à Alençon, 150 à Rouen, 150 à Nantes, 130 à Colmar, 120 au Mans, 100 à Hazebrouck, à Marseille, à Pont de Claix, 80 à Agen, 70 à Remiremont. Des manifestations et grèves avaient aussi lieu dans d'autres villes. Ainsi, à Saint-Nazaire, les stagiaires ont manifesté parmi les officiels lors de l'inauguration d'un centre hospitalier par Evin, le ministre de la Santé.

Une réunion de la Coordination nationale s'est tenue le samedi suivant. Des représentants de comités, élus pour la plupart, de quatorze centres étaient présents. Après avoir fait le point sur la journée du 20 octobre, la Coordination décidait d'appeler à une manifestation nationale à Paris, le samedi 5 novembre.

Le défilé partira du parvis de la gare Montparnasse, à 14 heures. Un rendez-vous a été pris avec le ministre du Travail. Cette manifestation se prépare dans les centres représentés à la Coordination, et les comités de défense comptent bien entraîner les stagiaires des centres pas encore contactés.

A Nantes

# **BUS ET TRAMWAYS** BLOQUÉS

Depuis huit jours maintenant, les travailleurs de la TAN (Transports de l'Agglomération Nantaise - près de mille personnes) sont en grève totale pour la satisfaction de leurs revendications. Ils demandent le retrait de la prime de qualité, (dite prime au mérite), qu'essaie d'instaurer la direction, ainsi qu'une augmentation de salaire de 600 F, qui correspond à l'intégration moyenne de cette prime au salaire. La direction est une gestion intercommunale de la ville de Nantes et des dix-huit villes environnantes.

> C'est surtout l'instauration de la prime qui a mis le feu aux poudres. Des chauf-

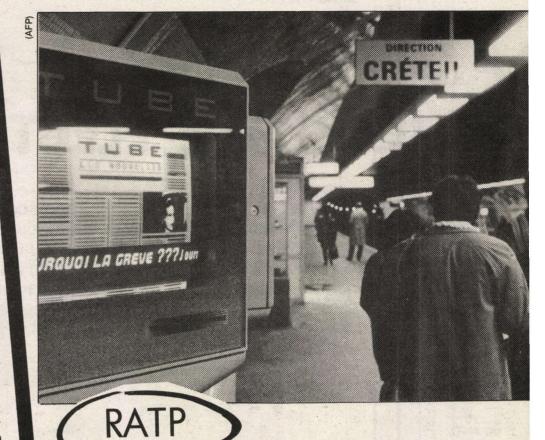
feurs qui ont jusqu'à 25 ans de pratique se voient d'un seul coup notés et critiqués, donc punis, alors que jusque-là, la direction se satisfaisait de leur travail. Un contrôleur s'est vu ainsi reprocher de ne pas avoir prévu la monnaie à rendre à un client ; et ainsi de suite... En fonction de la note et de l'appréciation, la prime varierait de zéro à cent francs ou même à mille deux cents francs. Ce qui fait des écarts importants qui encouragent la division dans le personnel.

La grève est votée tous les jours en assemblée générale au siège. Les assemblées sont suivies et le vote est à 97% et même le 26 octobre à 100% des présents pour la

grève. C'est une intersyndicale CGT-CFDT qui dirige le mouvement.

Les grévistes sont très déterminés et occupent le siège et les différents dépôts de bus. Pas un tramway, pas un bus ne roule, mais la grève n'est pas impopulaire, malgré les embouteillages monstres et la marche à pied forcée. Le moral est bon, manifs en ville et piqueniques mettent de l'ambiance. Les grévistes ont en tête l'exemple d'Amiens où au bout de douze jours de grève le personnel des transports a obtenu satisfaction. En attendant, à Nantes, il

n'y a que les patrons pour se plaindre du manque à gagner que la grève leur occasionne.



#### GREVES **ET CONCURRENCE** SYNDICALE

EDF

#### **LES AGENTS DE CONDUITE DES CENTRALES NUCLÉAIRES EN GRÈVE**

Depuis quinze jours, les agents de conduite de l'EDF qui pilotent les centrales nucléaires ou thermiques sont en lutte. Comme il leur est impossid'abandonner leur poste de travail, ils agissent en baissant la production d'électricité, et en cessant de délivrer les «consignations», ce qui empêche certains travaux de se faire.

C'est pour exiger des augmentations de salaire (sous forme de reclassification) ainsi que des effectifs supplémentaires qu'ils ont entamé ce mouvement. La direction d'EDF, en effet, pour accroître la productivité coûte que coûte, cher-

che par tous les moyens à mégoter sur les effectifs, et réduire le nombre d'agents dans chaque équipe. Cela pose de graves problèmes non seulement au niveau des systèmes de roulement, de plus en plus lourds (il arrive de travailler plusieurs semaines d'affilée sans repos, entre les stages de formation et le travail habituel), mais également du point de vue de la sécurité. Au moindre incident, comme les agents ne sont pas assez nombreux pour intervenir rapidement et réaliser toutes les manœuvres, cela devient de plus en plus périlleux... Sur le plan national, ce sont six mille emplois qu'EDF veut ainsi supprimer dans les années à venir. Comme à la SNCF, la direction mène une poli-

tique d'économies à tout prix qui fait courir des risques à la population.

nant le 10 octobre, début des grèves sur le RER ligne A puis à un degré moindre ligne B, il y a des mouvements sporadiques, plus ou moins forts, plus ou moins suivis suivant les lignes, suivant les jours, qui se sont développés également au métro urbain. Et ces mouvements ont eu lieu sur un fond de concurrence acharnée entre les appareils syndicaux CGT et Syndicat Autonome Traction (SAT) qui lui ne regroupe que des conducteurs.

A la RATP, depuis mainte-

Le 10 octobre, donc, le mouvement a démarré sur le RER ligne A où la direction veut mettre en place le SACEM (Système d'Aide à

la Conduite, à l'Exploitation et à la Maintenance).

Ce système devrait selon la direction permettre de réduire sur le tronçon central l'intervalle des passages des rames et le ramener à 2 minutes 30 secondes entre deux trains aux heures de pointe. A plus long terme, l'objectif serait d'arriver à deux minutes entre deux trains.

Les conducteurs réclamaient une meilleure formation pour apprendre le nouveau système, une amélioration du tableau de service avec plus de temps de pause. Ils voulaient aussi dix points de plus de technicité à cause du SACEM et 5 points de spécificité RER.

Après que les conducteurs aient refusé mardi 25 les propositions de la direction, celle-ci en faisait finalement de nouvelles, mercredi 26, à savoir autour de 400 F de prime par mois dont environ 150 F (5 points) qui seraient pris en compte pour la retraite, une négociation sur les tableaux de service avec peut-être une ou deux équipes en plus, 500 F de prime d'installation SACEM et 500 F à nouveau au premier février 1989. Ces propositions devaient être discutées

mercredi. Quant au métro, le SAT appelle à deux heures de grève reconductible depuis le 18 octobre, en attaquant la CGT qui voudrait créer une nouvelle catégorie conducteurs sur le RER. La SAT demande des primes et des points en plus pour tous les conducteurs. La CGT, elle, a déposé des préavis, parle salaire mais axe surtout sur le 13<sup>e</sup> mois. Son attitude consiste à dire «là où vous êtes forts (en s'adressant aux sections) vous faites grève, ailleurs, eh bien, ne faites rien». Tout cela ponctué de «temps forts» et de journées d'action, les 18, les 20, 25 ou 27 octo-

Mais cette tactique semble surtout lasser; y compris un certain nombre de militants CGT qui l'ont fait savoir par exemple lors d'une assemblée de militants du réseau ferré.

Correspondant LO

#### Marseille

#### GRÈVE A L'URSSAF

La majorité des travail- d'embauche est de 5000 leurs de la caisse de l'URSSAF des Bouchesdu-Rhône est en grève depuis jeudi 20 octobre. L'URSSAF, c'est l'orga-nisme chargé de l'en-caissement des cotisations de la Sécurité sociale, c'est-à-dire des millions et des millions de francs qui passent entre les mains des employés. Le salaire

F brut. Et c'est pour 1 000 F d'augmentation tout de suite, contre la suppression d'une partie de la retraite, contre des modifications de conditions de travail, à l'appel de la CGT et de FO, que la grève a démarré.

L'URSSAF compte 500 employés, cadres et perextérieurs compris. L'ensemble des

autres caisses de la Sécurité sociale de Marseille est aussi en grève reconductible.

Pour l'instant, c'est la direction de Marseille qui prend note des revendications. Mais entre les différentes caisses de Sécurité sociale des tentatives de contact ont lieu. Vers une grève dans toute la France ?

# LA GRÈVE A LA BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE DIJON



La Bourgogne électronique, filiale de Thomson, est une usine d'un millier de personnes, (550 en production, où sont fabriqués des condensateurs). Elle est réputée dans toute la région pour ses bas salaires: 3 700 Fou 3 800 Fà l'embauche, jusqu'à 4 400 Fau bout de 20 ans d'ancienneté pour les OS. Avec de tels salaires, les OS qui sont nombreuses n'arrivent pas à s'en sortir et depuis un moment, l'idée «qu'il faudrait s'y mettre un jour», faisait son chemin.



C'est le lundi 17 octobre que le mouvement est parti sur l'initiative des OS de la «centrale-ships», un atelier ultra-moderne qui fait la fierté de la direction. D'emblée, les ouvrières savaient ce qu'elles voulaient. «Pas de débrayages qui ne mènent nulle part, mais la grève», «pas seulement les syndicats, mais tous ensemble».

Pour commencer, elles se sont adressé à l'atelier du PLR, un atelier de jeunes, connus pour leur combativité depuis un débrayage qu'ils avaient organisé en juin sur les salaires.

A une vingtaine de deux ateliers, ils ont distribué un tract signé : «Les ouvrières de la centrale-ships et les ouvriers du PLR» appelant à des assemblées générales pour les trois équipes. La mobilisation constatée au cours de ces trois assemblées a permis de convoquer une assemblée centrale le lendemain, où la grève reconductible a été votée unanimement par deux cent vingt personnes.

Les revendications étaient : 1 500 F pour tous, l'embauche des contrats à durée déterminée (qui représentent un sixième de l'effectif), le paiement des heures de grève. Enfin, un comité de grève a été élu en assemblée générale.

Dès le premier jour, en assemblée ou dans les ateliers, les discussions allaient bon train pour essayer de renforcer le camp des grévistes. Il faut effectivement convaincre tous ceux qui continuent à travailler mais aussi ceux qui sont en grève.

Au piquet de grève, c'est la même chose. Un haut cadre expliquant que ces revendications étaient déraisonnables, relanceraient l'inflation, etc., s'est entendu citer les milliards de bénéfices de la Thomson où on pourrait bien piocher un peu.

Après l'accalmie du week-end, si le nombre des

grévistes n'a pas baissé, il n'a pas augmenté non plus. Mais le fait d'avoir essayé de convaincre les nongrévistes, sans fermer les portes, a permis de gagner vraiment leur sympathie, et y compris celle de nombreux chefs, «avec qui» remarquaient certaines, «on n'a jamais autant discuté».

Des contacts ont été pris avec d'autres usines en particulier les usines de la région liées à la Bourgogne électronique. L'idée fait d'autant plus son chemin qu'une délégation du comité de grève d'une filiale Thomson de Lyon (la CIAPEM) est venue informer les grévistes de leur mouvement, ce qui lui a valu les acclamations de l'assemblée générale.

Mercredi 27 octobre au soir, il n'y a pas encore eu de négociations mais, curieusement, un grand nombre d'augmentations individuelles viennent de tomber... et cela, grévistes et non-grévistes savent qu'il faut le mettre sur le compte de la grève.

**Correspondant LO** 

# CLAL - Noisy-le-Sec

# DES TRAVAILLEURS EN

Jeudi 20 octobre, la très grande majorité du personnel, en tout 540 personnes, de l'usine d'affinage du CLAL à Noisy-le-Sec s'est mis en grève.

On y travaille les métaux précieux pour la bijouterie, la monnaie, et l'industrie.

A l'Affinage (160 personnes) depuis jeudi 20, presque tous les ouvriers sont en grève pour 1 000 F d'augmentation, une prime d'insalubrité et le paiement des heures de grève. La plupart d'entre nous touchent une paye inférieure à 5 000 F. Et il a suffi de quelques brimades de trop pour que la lutte démarre.

La direction du CLAL, qui est une direction «de combat», a interdit l'entrée de l'usine et fermé la cantine. C'est la municipalité communiste de Noisy qui s'est chargée de nous donner les

Notre objectif immédiat était d'essayer d'entraîner le secteur métallurgie (380 personnes) et la direction panique à cette perspective : le chef du personnel est mobilisé à la porte de la Métallurgie pour tenter d'empêcher la contagion, d'autant que dans la Métallurgie tout le monde ne parle que de ça.

A plusieurs reprises, dont une fois à une trentaine, nous avons été interpeller nos camarades de la Métallurgie qui nous ont encouragés, qui se sentent solidaires, mais qui n'avaient pas encore, mercredi 26, franchi le pas de nous rejoindre.

A l'Affinage, nous avons élu un comité de grève de 7 membres qui regroupe une majorité de non-syndiqués pour organiser notre grève.

Lors d'une manifestation au

siège, la direction générale a déclaré : «Pour les salaires, ne vous inquiétez pas : il y a une réunion le 10 novembre». A la surprise de certains, les responsables CGT et PC ont sauté sur l'occasion pour dire dans les coins «si la direction nous donne la prime d'insalubrité on reprend le travail et on verra le 10 novembre». Mais cette propagande est tombée à l'eau puisque, lors de sa négociation avec le comité de grève mercredi 26, la direction n'a rien donné, absolument rien.

Non seulement la grève a été revotée, mais tout le monde s'est donné rendez-vous à l'appel du comité de grève à l'entrée de la Métallurgie où cette fois la grève pourrait bien partir.

Correspondant LO

# Dans les autres entreprises de Dijon

Depuis plusieurs semaines, dans la région de Dijon plusieurs entreprises connaissent des mouvements de grève. Le mouvement des infirmières et les journées d'action syndicale ont mis à jour le ras-le-bol des ouvriers à propos des salaires.

Aussi, chez Lanvin, une usine du groupe Mac Intosh où on fabrique des chocolats et qui emploie surtout des saisonniers, les ouvriers ont obtenu après quelques heures de débrayages des augmentations de 400 à 500 F et des conditions de travail améliorées.

Cela s'est su, et a fait en quelque sorte un effet boule de neige : à la BAP, (Bourgogne Application Plastique), chez Parvex (filiale d'Alsthom), chez Protéor, à la Poudrerie de Vonges; chaque fois, ce sont surtout les OS qui entrent en lutte pour des augmentations de salaire et même, comme chez Protéor, pour «plus de respect de la part de la hiérarchie»...

# LES GOUPILLONS FLINGUEURS

Quatorze personnes hospitalisées dont une dans le coma pendant 36 heures... lors de l'incendie d'un cinéma qui projetait La dernière tentation du Christ, le film de Martin Scorsese. Avant même sa projection en France, les curés avaient déclaré ce film blasphématoire, il sentait même un peu le fagot... Tout cela parce qu'il montrerait les émois du Christ devant Marie-Madeleine. Le sexe des anges devrait pourtant laisser froids des esprits épris seulement de divinités... Mais cette «cène d'amour» a suffi à échauffer une poignée de calotins musclés et réactionnaires, qui sont passés aux actes et ont presque réussi à faire la loi, puisqu'aujourd'hui le film de Scorsese n'est plus projeté que dans une seule salle à Paris.

ou leurs con-frères ont à mort, par le régime de provoqué la mort par Vichy, d'une femme qui crise cardiaque d'un pratiquait des avortefilm, Une affaire de fem- doute sentait-il lui aussi gaz lacrymogènes. Tout cela parce que ce film

Les mêmes illuminés relate la condamnation spectateur d'un autre ments. Ce film-là, sans mes, après l'attaque le soufre. En tout cas il d'un cinéma à coups de avait, lui aussi, lors de sa sortie, provoqué les cris d'indignation d'un certain nombre de curés et autres tartufes bienpensants.

On en est arrivé là, en cette fin de XXe siècle. Une poignée d'excités réactionnaires peuvent décider pour la population ce qu'elle peut regarder ou pas.

Lustiger, le chef «spirituel» des culs-bénits de France, s'est déclaré affligé; il est désolé pour les victimes, il «déplore»; il ne leur demande pas de tendre l'autre joue, mais ça y ressemble car il ajoute : «Quand on manque de respect aux sentiments et à la foi d'autrui (...) ne nous étonnons pas que cela provoque des violences obscures, aveugles, que je condamne...» et encore: «Si on ne resdéchaîne le diable». Lustiger ménage d'abord ses intégristes qui ont toutes les excuses ; il ne fallait pas les provoquer!

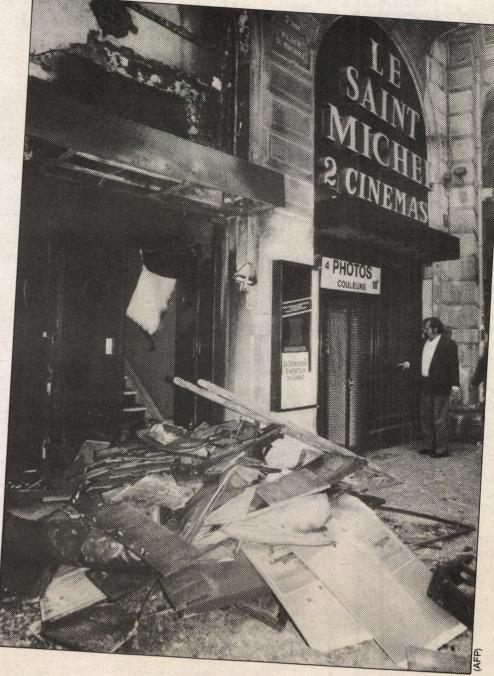
Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur, a sans doute condamné les violences des intégristes religieux... mais en ter-

mes mesurés. En bon jésuite, il leur a fait un pecte pas le sacré, on cours de catéchisme télévisé sur les valeurs du christianisme... qui a dû leur faire très peur ! Des interpellations ont eu lieu dans les milieux de l'extrême-droite mais, en attendant, les ayatollahs d'ici ont gain de cause, puisque les films qu'ils voulaient interdire vont l'être en fait, sinon

porte-parole du gouvernement socialiste, présent à la manifestation de protestation qui a eu lieu à Paris, a proposé une projection-manifestation. Chiche! Le gouvernement en a les moyens. Avec les deux chaînes de télévision publiques, il n'a que l'embarras du choix pour faire projeter à une

Max Gallo, l'ancien heure de grande écoute les films contestés. Tous ceux qui le désirent pourraient, en toute sécurité, regarder chez eux le film de leur choix. A moins que le gouvernement ne soit aussi prévenant à l'égard de sa droite, musclée ou pas, que Lustiger pour ses intégristes.

Cécile BERNIER



# LA PILULE ABORTIVE **ABANDONNÉE** POUR SOIGNER LES PROFITS

«Devant l'émotion d'une partie de l'opinion publique française et étrangère et face à la polémique suscitée par la possibilité d'utilisation de l'antihormone miféristone (RU 486) dans l'interruption volontaire de grossesse», Roussel-Uclaf vient d'annoncer sa décision d'arrêter la commercialisation de la pilule abortive.

Celle-ci avait été autorisée en France, en septembre dernier, par le ministre de la Santé, déclenchant immédiatement les protestations indignées de tout ce que le pays compte d'associations calotines et

hostiles à l'avortement en général. On avait même vu certains d'entre leurs membres, très bon chic bon genre, se donner la peine de quitter leurs beaux quartiers parisiens pour venir faire la morale aux employés de l'usine Roussel de Romainville, en distribuant un tract dénonçant la fabrication de la pilule!

Des cadres de Roussel-Uclaf recevaient même des menaces de mort. Mais ce n'est probablement pas cela qui a décidé Roussel-Uclaf à dire «amen». Oh, pas tant à l'opinion des calotins de France qu'à la menace de

boycott des calotins du monde entier, au moment où Roussel-Uclaf a décidé de commercialiser certains de ses produits sur le marché américain. La diffusion de la pilule abortive, commercialement, ne fait pas le poids devant ce que pourrait représenter par exemple la vente d'un autre de ses produits, un médicament contre le cancer de la prostate.

Alors, Roussel-Uclaf fait ses comptes et abandonne la pilule pour la bonne santé de ses profits. Quant à la médecine dans tout ça, ce n'est même pas la peine d'en parler!

#### LUTTE DE CLASSE N° 19 EST PARUE

#### **AU SOMMAIRE**

URSS Gorbatchev au sommet et au pied du mur...

La politique anti-ouvrière de Solidarité.

**Etats-Unis** Jesse Jackson à la présidence ? En réserve au cas où...

La fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak Huit ans de boucherie pour le plus grand profit de l'impérialisme.

# Dans les entreprises

## Rothschild - Pauillac (Gironde)

# **LES RAISINS DE LA COLÈRE**

C'est les vendanges, et cette année, la récolte chez Rothschild à Pauillac, dans le Bordelais, est «exceptionnelle». Pour en donner une idée, en 1986 qui était une bonne année, il est sorti 17,9 millions de bouteilles des trois propriétés de Rothschild à Pauillac... Quand on connaît le prix d'une bouteille, on imagine la somme rondelette de cette activité «annexe» de la famille Rothschild.

Mais aux dires de M. Léon, PDG de commerce de la société, la famille comprendrait aussi les 700 vendangeurs. Voire! Chez Rothschild, les machines, on ne connaît pas, c'est du «cousu main», les vendangeurs repassent jusqu'à cinq fois dans les mêmes vignes, car il y a de jeunes pieds de différents cépages.

La promotion de la cuvée par contre vaut une fête avec tapis rouge pour le gratin d'acheteurs potentiels et pour 128 journalistes largement arrosés pour assister en direct aux vendanges et ensuite rédiger l'article louangeur que I'on attend d'eux.

Mais dans la plus pure tradition l'esprit de famille s'arrête devant les salaires : chaque vendangeur est payé 160 F par jour. Ça ne fait pas le SMIC pour 8 heures à s'arracher le dos, ou jusqu'à 10 et même 12 heures dans les chais, au milieu des dégagements de gaz carbonique et des émanations d'alcool. Mais, nous explique-t-on nous

sommes nourris. A Rothschild, il paraît qu'il leur faut 35 F par vendangeur pour faire une platée de nouilles...

Mais pour nous aider à

digérer on nous offre 2 bouteilles de piquette par jour.

Pas vraiment de quoi nous donner des raisons de nous sentir de la famille!

## TÉMOIGNAGE TRAVAIL DANS L'OR, MBIANCE DE PLOMB

Une lectrice nous a adressé le témoignage suivant : «Aux dorures Mathieu à Villeurbanne, nous fabriquons du lamé, tissu avec des fils d'or et d'argent. L'usine n'a pas loin de cent ans et les machines sont tellement vétustes qu'on dirait qu'elles n'ont jamais été

De 400 ouvriers il y a vingt ans, nous ne sommes plus que quatre-vingts, en majorité des femmes, divisées en six ateliers : guimperie (fabrication de fils à base de cuivre), tréfilerie (transformation du cuivre), dorage (traitement et vernissage du fil) et tissage.

Jusqu'en 1983, l'horaire était de 7 heures à 15 heures. Après il y a eu un dépôt de bilan, règlement judiciaire et changement de direction. Le tout est resté une affaire familiale mais cette nouvelle direction a changé les horaires et doublé les cadences en licenciant 40 personnes ! «Il faut remonter l'entreprise», disait le patron. Seulement aujourd'hui les commandes affluent et on n'arrête pas car nous ne sommes pas plus nombreuses ! Ce patron de choc tiré tout droit du siècle dernier veut faire marcher ses vieilles machines au maximum et change constamment les horaires sans tenir compte de

Sa spécialité est de convoquer dans son bureau les ouvrières, seules. Elles ressortent souvent bien embêtées ou en pleurs. «Je suis chez moi, je fais ce que je veux», sont ses paroles. Ainsi, dernièrement, deux ouvrières mères de famille ont refusé les nouveaux horaires, ne pouvant être la pour les assurer. Elles ont

Le choc a été dur, mais dans l'usine 18 d'entre nous ont réagi en faisant grève un jour, puis en débrayant une demi-heure par jour depuis huit jours. Il nous menace maintenant de nous supprimer la prime d'ancienneté. Nous n'avons pas fini d'en découdre avec lui l».

«Une travailleuse de l'entreprise»

# L'OURS Jean-Jacques Annaud

L'ours connaît un grand succès. Parfois, à la fin, les spectateurs applaudissent. Et ce n'est que justice : il s'agit à la fois d'une prouesse technique et d'une œuvre agréable, pleine d'humour et de bons sentiments, qui, par plantigrades interposés, nous réconcilie avec l'humanité.

Prouesse technique en effet que d'être parvenus avec des ours dressés (bien entendu ils ne sont pas sauvages!) à faire totalement oublier le dressage, au point de faire croire au spectateur qu'il assiste à des scènes de la vie naturelle. En fait on sait qu'il n'y a pas grand-chose, sinon rien, de naturel dans toutes ces belles images. L'amitié entre l'ours gigantesque, vieux mâle solitaire, et le gentil ourson orphelin est, paraît-il, proprement impossible dans la réa-Mais Jean-Jacques Annaud s'est défendu d'avoir voulu faire un documentaire. Il s'agit d'un roman (de la transposition d'un livre de James-Olivier Curwood exactement) et s'il y a des invraisemblances, cela n'a guère

L'histoire est censée se dérouler dans les solitudes grandioses de la Colombie britannique (Canada) à la fin du siècle précédent. Pour ceux qui seraient émerveillés par la splendeur des paysages, signalons que le film a été tourné au

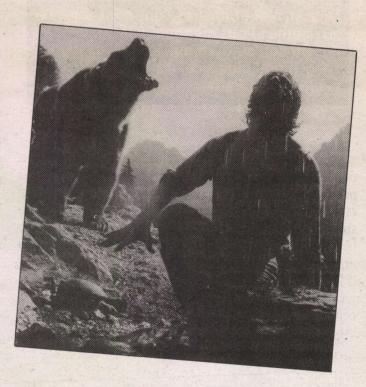
d'importance.

Tyrol autrichien. Un ourson adorable perd malencontreusement sa mère et se retrouve tout seul dans la nature sauvage. Il réussit à se faire adopter par un mâle énorme qui vient d'être blessé par le coup de fusil d'un chasseur. Le chasseur en question blessé, mais lui uniquement dans son amour-propre, jure d'avoir la peau du fauve. Seulement comme chacun sait «il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant d'avoir vu la fin du film» et à la fin tout s'arrange : les

ours s'en tirent, les chasseurs aussi, et le film se termine sur la citation de Curwook : «Il y a une émotion plus forte que celle de tuer, celle de laisser en

Alors le spectateur charmé par ces ours qui ressemblent tant à des bons humains essuie une larme, quitte la salle pour se plonger dans l'enfer des cris, des bousculades, des embouteillages, du boulot, des chefs, bref dans la jungle des villes...

**André VICTOR** 



#### **LUTTE OUVRIERE**

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE **BP 233** - 75865 PARIS CEDEX 18 -FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmule-wicz, José Chatroussat Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson -Tirage 19000 exemplaires -Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

#### **ABONNEMENTS**

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an: 320 F.

- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an: 80 F.

Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande,

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM: ....

PRENOM: .....

ADRESSE: ...

CODE POSTAL ET VILLE: .... COMPLEMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : ....

(rayer la mention inutile). Ci-joint la somme de : ...

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.



L'année 1934 en URSS, vécue par trois types de personnages différents: un groupe de jeunes petitsbourgeois d'un vieux quartier de Moscou proche du Kremlin, l'Arbat, qui font une crise de conscience à la suite de l'arrestation et de la déportation d'un des leurs ; des membres de l'appareil de l'Etat et du Parti; et enfin Staline lui-même : tel est le sujet de ce roman.

L'année 1934 a été, en URSS, une année de relative accalmie, en même temps qu'une année-charnière. Les années précédentes avaient été extrêmement dures. C'était l'époque de la collectivisation forcée dans les campagnes, celle des premiers «plans quinquennaux» destinés à assurer, en surexploitant les ouvriers, l'industrialisation à marche forcée du pays. Les conséquences en furent, dans les campagnes, la grande famine des années 1931-1933, et, dans les villes, les cartes de rationnement, les queues, les rations de famine pour les ouvriers et des conditions encore pires pour les autres catégories de petites gens.

Ces années-là avaient été aussi celles où la mainmise de Staline sur l'appareil du Parti et de l'Etat s'était affermie. Il n'y avait plus en URSS de «trotskystes» ou d'opposants avoués à Staline. Ou plutôt, ils étaient en prison, en Sibérie, en exil ou au cimetière. Boukharine, Zinoviev, Kameney, les anciens compagnons de Staline, avaient «capitulé» comme on disait, leur ralliement officiel entraînant bien des militants... On pouvait peut-être recommencer à vivre normalement à vaquer à ses affaires, petites ou grandes... C'est du moins ce qu'espéraient un certain nombre de bureaucrates et ceux pour qui la vie quotidienne s'était un peu amélio-

En fait, Staline se préparait à franchir une nouvelle étape dans sa marche vers le pouvoir absolu et à éliminer ceux sur lesquels il s'était appuyé jusqu'alors. Le 10 décembre 1934, date à laquelle s'achève le roman, l'assassinat de Kirov, le représentant du bureau politique du parti communiste à Léningrad, allait ouvrir la période de terreur politique stalinienne proprement dite, celle de la répression de masse, des exécutions sommaires et des grands procès politiques où allaient être condamnés à mort tous les révolution de 1917...

Les Soviétiques se sont précipités sur ce roman, le premier publié en URSS sur cette période qui dépeigne la cruauté de la collectivisation forcée dans les campagnes, la catastrophe économique et humaine qu'elle entraîna, la famine de 1931-1933, les arrestations, l'arbitraire. Il y est aussi beaucoup question de Staline, et l'auteur parle de tout cela de façon critique...

Seulement, il y a des critiques de différentes natures. En lisant Les Enfants de l'Arbat, on comprend bien pourquoi aujourd'hui, le pouvoir a laissé publier ce roman longtemps interdit. Il critique dans la politique de Staline à peu près exactement ce que le gouvernement actuel veut voir critiquer.

Rybakov montre les goûts malsains de Staline, sa méfiance congénitale vis-àvis de ceux qui l'entourent, l'impossibilité de lui adresser la moindre critique, le moindre conseil. Il montre aussi bien des aspects des mécanismes de la dictature. Seulement, il y a ceux qui lui semblent admissibles, et qui en tout cas sont justifiés par ses personnages les plus sympathiques, et ceux qui le sont moins.

Ce qui est présenté comme admissible, par exemple,

une injure, c'est que la période le voulait. En revanche, le fait de présenter les quelques opposants de gauche comme les moins humains des déportés de Sibérie, lui, ne tient qu'à Rybakov, qui ne dit mot sur les raisons de la lutte des staliniens contre les trotskystes.

Ce qui lui paraît normal aussi, c'est la politique de modernisation et d'industrialisation du pays, quel qu'en soit le prix payé par les paysans - qu'il faut bien menacer de la peine de mort pour «sabotage» pour leur apprendre à utiliser correctement les machines agricoles et par les ouvriers qui, comme ceux d'un grand complexe industriel en construction dans l'Oural, vivent dans les poux mais aussi paraît-il dans l'enthousiasme, du moins d'après leur directeur!

Par contre, ce qui visiblement touche particulièrement Rybakov, c'est ce qui, dans la dictature de Staline, touche les cadres et les jeunes de la future élite du pays.

Ainsi, l'oncle d'un des jeunes, un directeur d'usine compétent, est obligé de compter avec les querelles de cliques du parti au lieu de ne penser qu'à son travail. le père d'une autre est un exambassadeur qui doit céder à le mensonge, à dire des cho ses auxquelles ils ne croier pas, à remplir des question naires de police en se demar dant ce qu'ils doivent dire o taire... C'est symbolique ment que Rybakov montre l paradoxe de la dictature e du mensonge : le jeune syn pathique et généreux s retrouve en Sibérie, juste ment, parce qu'il est hor nête; tandis que l'anticon muniste, flatteur, menteur individualiste, devient off cier du NKVD...

Il y a quelques personna ges qui touchent : en part culier la mère du jeun déporté en Sibérie, qui, d'u coup, prend la mesure d régime et des gens qu'il pro duit, de son bureaucrate d frère dont elle était si fière Mais il n'y a personne dan ce roman pour se demande d'une facon ou d'une autre pourquoi et comment 1 régime tout entier, et chacu individuellement, en es arrivé là, personne, en fai qui se pose réellement de questions.

Les Enfants de l'Arba montre bien, au fonc comment on peut révéle beaucoup de faits sur 1 période stalinienne san remettre grand-chose e question.

Les Enfants de l'Arba d'Anatoli Rybakov. Ec Albin Michel, 580 pages 130 F.

# GORBATCHEV ET LES MANIFESTATIONS NATIONALISTES DE LITUANIE

Des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de personnes, se sont retrouvées samedi et dimanche 22 et 23 octobre à Vilnius, capitale de la Lituanie, cette république des bords de la Baltique anexée en 1940 par l'URSS.

Avec des drapeaux nationaux aux couleurs de l'Etat lituanien indépendant d'entre les deux guerres mondiales, avec des cierges allumés dans les plus grandes artères de la ville et convergeant jusqu'à la cathédrale où une messe en plein air a rassemblé les manifestants, ceux-ci sont venus patronner la naissance d'un mouvement, le «Sajudis», qui se veut un mouvement en faveur des réformes Gorbatchev, sur le modèle des «Fronts Populaires» constitués récemment dans les républiques baltes voisines, en Lettonie et en Estonie. Particient à la direction

de ce mouvement «Sajudis», y compris des membres du Parti Communiste, l'un d'eux étant même membre du Comité central.

Ainsi il apparaît qu'en Lituanie également, autour du sentiment national, un vaste mouvement de masse ait surgi. Le nationalisme et l'esprit religieux qui semblent le caractériser n'apparaissent pour le moment pas destinés à combattre pour une indépendance totale à l'égard de l'URSS, et ne s'opposent pas explicitement au pouvoir central. Au contraire, le mouvement se place sous la bannière de la «Perestroïka», de la «débrejnevisation». Sans doute concentre-t-il les aspirations démocratiques de la population, ce qui lui confère ce caractère massif. L'URSS restant une dictature, les forces politiques existantes ont d'ailleurs comme seule possibilité celle d'avancer masquées, en ayant tout au plus le choix du masque, si toutefois elles ont un choix.

Quant à savoir si ce mouvement restera sur ce terrain, et si symétriquement le pouvoir central russe, dominé par Gorbatchev et son équipe, continuera à l'accepter, voire à l'utiliser à ses propres fins, cela est encore une autre question.

Mais pour le moment, tout se passe comme si Gorbatchev et son équipe avaient choisi, plutôt qu'une confrontation avec des forces qui resurgissent - d'un passé qu'on aurait pu imaginer révolu dans un pays qui se prétend socialiste - de gouverner en s'appuyant sur elles, y compris même en tentant de devancer les mouvements de rue dans le but de mieux les encadrer. Une manière comme une autre de s'assurer le maintien de l'ordre. Tout le problème est de savoir jusqu'où il est possible au pouvoir russe de garder le contrôle. Et cela, c'est la conscience et la volonté de lutte de la population qui le détermineront avant tout.

Louis GUILBERT



## PERESTROÏKA... ET **BONNES AFFAIRES POUR** LES CAPITALISTES OCCIDENTAUX

Les financiers et capitalistes occidentaux sont de chauds partisans de la «perestroika» engagée en URSS par Gorbatchev... d'autant plus que l'ouverture vis-à-vis de l'Europe déclarée par celui-ci pourrait s'accompagner de bonnes affaires. La perspective enflamme leur imagination plus que tout discours et fait courir les gouvernants européens au Kremlin pour leurs offres de service.

Ainsi Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne de l'Ouest, flanqué des ministres adéquats, s'est rendu à Moscou et en revient avec une quinzaine de gros contrats et un accord sur la construction d'un réacteur nucléaire, assorti d'un prêt des banques allemandes pour trois milliards de Deutsche Marks, soit 10 milliards de francs. De même, le chef du gouvernement italien De Mita, suivi de six de ses ministres et, dans leurs pas, de capitaines d'industrie et pontes de la finance, n'a pas été le dernier à se rendre au Kremlin. La visite ne s'est pas mal conclue non plus: ouverture d'un crédit de 1 000 milliards de lires (5 milliards de francs) à l'URSS et démonstration de la technologie italienne à l'occasion du montage d'une grande exposition à Moscou, «Italia 2000», sur quelque 20 000 m<sup>2</sup>. Les Russes ont pu ainsi admirer la gamme de luxe des voitures Fiat, des fourrures et des fours à micro-ondes en passant par les machines à fabriquer les pâtes!

De son côté, un consortium de banques anglaises étudie la possibilité d'ouvrir un crédit d'un milliard de livres (environ 10 milliards de francs) et les banquiers et capitalistes français sont sur les rangs également. Avant même la visite annoncée de Mitterrand au Kremlin d'ici à la fin de l'année, le Crédit Lyonnais négocie un prêt de l'ordre de 12,4 milliards de francs, et Bouygues, Péchiney et Thomson s'apprêtent à signer plusieurs gros contrats.

Les banquiers occidentaux sont en peine de savoir à qui prêter. Le revenu des emprunts du Tiers Monde est devenu incertain, celui des pays de l'Est ne vaut guère mieux. Restait l'URSS, dont la politique d'emprunts à l'étranger a toujours été très prudente. Alors, si les capitalistes européens peuvent espérer que Gorbatchev se montre plus disposé à s'endetter, va pour Gorbatchev. Grâce à quoi la population soviétique devra payer le service de la dette aux pays occidentaux comme celle de n'importe quel pays d'Afrique ou d'Amérique latine.

Attention tout de même. Il y a un pays qui, un beau jour, décida de tirer purement et simplement un trait sur ses dettes et de ne plus payer les usuriers de la finance internationale. Il s'agissait justement de l'emprunt russe et de la Russie. Il est vrai qu'on était en 1917 et qu'elle était dirigée par des révolutionnaires...

L.P.

## L'HOMME N'EST PLUS UN LOUP POUR L'ANIMAL

Le gouvernement américain, et même le gouvernement russe, se portent ausecours des baleines saisies par les glaces en Alaska, dans une coûteuse opération de sauvetage. Le monde civilisé est devenu tellement humain, avec les donné par le service maritime de ne pas tirer sur les

ours blancs qui rôdent en attendant de pouvoir manger les cadavres des balei-

On se prend alors à rêver d'un autre élan d'humanité, encore plus grand, celui qui consisterait à organiser des opérations de sauvetage animaux, qu'ordre a été pour tous ces hommes qui pour tous ces nommer meurent encore de faim sur



la prochaine réunion sera consacrée à :

#### «l'URSS de GORBATCHEV»

elle aura lieu : VENDREDI 18 NOVEMBRE à 20 H 30 Grande salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor - Paris 5°

Métro: Maubert-Mutualité